

Forêt noire ont présenté "un rude défi tant aux hommes qu'aux véhicules." Les manoeuvres ont couvert un territoire de plus de 5,000 milles carrés.

Vers la fin de la journée les Canadiens ont percé les dernières défenses adverses pour être les premiers "ennemis" à atteindre le fleuve Danube et à y établir une tête de pont, ce qui était un des buts principaux de l'exercice.

Les officiels affirment que le progrès de l'unité de combat était "si rapide et efficace" qu'il devançait parfois le programme de l'exercice. Alors, "au grand dépit des Canadiens," les arbitres intervenaient pour imposer des restrictions aux manoeuvres, afin de permettre à l'exercice de se dérouler selon le scénario.

Au total, 2,600 arbitres d'exercice, portant des brassards distinctifs blancs et circulant dans des voitures marquées de croix blanches, surveillèrent chaque mouvement des deux Forces, "s'efforçant d'assurer l'honnêteté du jeu."

Plus de 3,000 véhicules chenillés et 10,000 véhicules sur roues appuyaient les 50,000 militaires, et 82 trains ont été nolisés pour transporter les hommes et le matériel jusqu'à la zone d'exercice et les ramener à leur point de départ.

OBSERVATEURS

Un observateur enthousiaste de la période initiale des manoeuvres, le ministre canadien de la Défense, M. Donald S. Macdonald, passa une journée avec chacun des groupements de combat et avec le 1er Groupe aérien canadien.

A. Baden, le ministre de la Défense prit place à bord d'un *CF-104 Starfighter* du 421e Escadron, piloté par l'Officier commandant de l'escadron, le lieutenant-colonel C.L. Viger, dont la mission était de fournir un appui aérien rapproché en attaquant à basse altitude des chars et des véhicules qui jouaient le rôle de cibles.

Parmi les visiteurs on comptait en outre l'ambassadeur du Canada en Allemagne de l'Ouest, monsieur Gordon G. Crean, et le ministre de la Défense allemand, Herr Helmut Schmidt. Plus de 100 reporters, dont deux Russes, ont pu observer les manoeuvres.

VISITE DU PREMIER MINISTRE SOVIÉTIQUE AU CANADA

(suite de la page 2)

qu'il faut s'efforcer de mettre fin à la course aux armements et parvenir à un désarmement complet et général, assorti d'un contrôle international rigoureux et efficace, aussi bien dans le secteur des armes nucléaires que dans celui des armes classiques. Les deux parties estiment que de nouvelles mesures pratiques s'imposent en matière de désarmement; avant tout, l'interdiction effective de toutes les armes de destruction massive, nucléaires, bactériologiques

et chimiques. A cet égard, un important pas en avant a été réalisé récemment sous la forme d'un projet de Convention visant l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes biologiques et toxiques, et leur destruction. Le Canada et l'URSS appuient ce projet et demandent aux autres pays de souscrire à la Convention lors de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les deux pays croient que l'adoption de cette Convention constituerait un premier pas vers l'interdiction complète des armes chimiques et bactériologiques.

Les deux pays ont l'intention de continuer à prendre, ensemble et séparément, des mesures de désarmement partiel, notamment l'interdiction des essais nucléaires souterrains, la réduction des dépenses militaires et d'autres initiatives analogues.

Au cours des entretiens, un utile échange de vues est intervenu au sujet d'une éventuelle conférence mondiale sur le désarmement qui étudierait les questions de désarmement sous tous leurs aspects et, plus particulièrement, l'interdiction et la destruction des armes nucléaires. Des deux côtés, on a convenu de se consulter davantage sur la question.

Le Premier ministre du Canada s'est déclaré heureux de l'entente conclue entre l'Union soviétique et les États-Unis en ce qui concerne les mesures à prendre pour se protéger contre l'emploi accidentel ou non autorisé d'armes nucléaires sous leur contrôle, et il a exprimé l'espoir que de nouveaux progrès s'accomplissent dans l'élaboration de mesures communes destinées à limiter et à réduire les armements stratégiques.

Le Président du Conseil des ministres de l'URSS a déclaré que le Gouvernement soviétique attache beaucoup d'importance à la poursuite des entretiens entre l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique et qu'il continuera de déployer ses efforts pour parvenir à un accord sur la limitation des armes stratégiques, inspiré du principe de la sécurité égale, qui satisferait à la fois les intérêts des peuples de l'Union soviétique et celui des États-Unis d'Amérique, tout en raffermissant les perspectives de paix universelle.

Les deux parties ont examiné les zones de tension qui existent dans le monde. Elles ont noté que la situation au Pakistan oriental, la présence des millions de réfugiés en Inde et la tension qui en résulte demeurent inquiétantes. On est tombé d'accord sur le fait que pour maintenir la paix et empêcher une nouvelle détérioration de cette situation, il fallait trouver d'urgence, au Pakistan oriental, un règlement politique qui tienne compte des droits et des intérêts légitimes de sa population et facilite le retour rapide et sûr des réfugiés. Pareil règlement serait plus facile si les parties intéressées pratiquaient la plus grande modération.

De part et d'autre, on s'est dit préoccupé de la tension qui persiste au Moyen-Orient. On a insisté